



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES  
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI  
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

674/jpr/bmo

## **Arrêté du 21 mai 2024 portant mise en demeure à la société BIMA 83 de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Cernay**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral n°931-576 du 14 octobre 1993 autorisant la société BIMA 83 à exploiter, au titre des installations classées d'un atelier MAG, d'un atelier de fabrication de colorants et d'un atelier de complexe de chrome,

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu le rapport de la visite d'inspection du 3 avril 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, transmis par courriel le 25/04/2023 à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024, et lors de l'examen des documents associés, l'inspection des installations classées a constaté que :

En non conformité aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé :

- la Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) : B3 : Joint plein - éviter le retour d'H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub> » sur le scénario « Depst 2b : Oléum - épandage dans la cuvette de rétention lors d'un dépo-

tage » ne pas être considérée comme efficace ni en lien avec le niveau de confiance utilisé dans l'étude de dangers de l'exploitant, ni à l'éclairage des éléments constituant la barrière retenue en matière de compatibilité des matériaux utilisés.

- la MMR : B2 Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite sur le scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention » ne pas être considérée comme :
  - efficace, compte tenu de l'absence de dimensionnement et d'évaluation du niveau de confiance de la partie technique du Système à Action Manuel de Sécurité,
  - maintenue, compte tenu des défaillances de réalisations et formalisations des formations identifiées, et l'absence de maintenance préventive prédéfinie et réalisée pour la partie technique du Système à Action Manuel de Sécurité,
  - testée, compte tenu de l'absence de test prédéfini et réalisé pour l'ensemble de la MMR (partie humaine et technique) ;

En non conformité aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :

- l'exploitant ne met pas en œuvre les procédures prévues par son Système de Gestion de la Sécurité en matière de formation de ses employés ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : la société BIMA, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 9 rue de l'industrie à Cernay est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations sis à la même adresse.

**Article 2** : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, pour les deux MMR sus-considérées :

**« Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »**

**Article 3** : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, pour la MMR « B2 Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sus-considérée :

**«Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »**

**Article 4 :** Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises ci-dessous de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :

«[...]L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. [...] »

**Article 5 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 6 :-** Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 7 :-** Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant

A Colmar, 21 mai 2024

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT